

Exercice de la profession d'architecte.

Le secrétaire d'Etat aux arts et lettres,

Vu la loi du 31 décembre 1940 instituant l'ordre des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte, notamment l'article 19, paragraphe 1^{er};

Vu la loi du 21 septembre 1941 modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1940;

Vu l'arrêté du 31 mai 1941 désignant les écoles autorisées à délivrer le diplôme légal aux termes de la loi susvisée (art. 1^{er});

Vu l'arrêté du 6 janvier 1942 précisant les catégories de personnes remplissant la condition fixée au paragraphe 1^{er} (3^o) de l'article 2 de la loi du 31 décembre 1940,

Arrête:

Article unique. — L'arrêté du 6 janvier 1942 susvisé est complété comme suit:

« 3^o Les architectes qui ont acquis la nationalité française par voie de naturalisation et qui, par application du premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 31 décembre 1940, avaient été autorisés avant leur naturalisation à exercer la profession d'architecte en France sur la justification de titres équivalents au diplôme exigé des architectes français ».

Fait à Paris, le 21 avril 1956.

JACQUES BORDENEUVE.

Rémunération des médecins des centres de rééducation physique et de tous autres organismes relevant directement de la direction générale de la jeunesse et des sports ou agréés par elle.

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'arrêté interministériel du 18 janvier 1950 portant rémunération des médecins des centres de rééducation physique et de tous autres organismes relevant directement de la direction générale de la jeunesse et des sports ou agréés par elle;

Vu les délibérations du conseil national de l'ordre des médecins en sa séance du 17 janvier 1948 et l'arrêté du 6 octobre 1949 relatif à l'établissement des listes de médecins compétents en application de l'article 11 du code de déontologie;

Vu l'arrêté du 15 décembre 1949 portant institution d'un certificat universitaire de biologie appliquée à l'éducation physique et aux sports;

Vu l'arrêté interministériel du 29 février 1952 portant rémunération des médecins des centres de rééducation physique et de tous autres organismes relevant directement de la direction générale de la jeunesse et des sports ou agréés par elle,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Les taux de vacation des médecins chargés des examens médicaux dans les centres de rééducation physique agréés par la direction générale de la jeunesse et des sports dans les centres régionaux d'éducation physique et sportive (C. R. E. P. S.) et dans les autres organismes relevant directement de la direction générale ou agréés par elle sont fixés comme suit:

A. — Médecins titulaires du certificat de biologie appliquée à l'éducation physique et sportive et assimilés.

730 F pour la première heure;
630 F pour la deuxième heure;
520 F pour la troisième heure.

B. — Médecins non titulaires du certificat de biologie appliquée à l'éducation physique et sportive et ne figurant pas sur les listes officielles des praticiens reconnus comme « compétents » en médecine appliquée à l'éducation physique et sportive.

525 F pour la première heure;
475 F pour la deuxième heure;
425 F pour la troisième heure.

Les intéressés de l'une ou de l'autre catégorie ne pourront effectuer dans une même journée plus de deux vacations de trois heures.

Art. 2. — Dans les centres médico-sportifs nationaux (centres interdépartementaux de dépistage et centres interdépartementaux de surexpertises), les médecins praticiens procédant auxdits examens seront rémunérés conformément aux dispositions de l'article précédent.

Toutefois, les médecins chefs percevront les taux suivants:

890 F pour la première heure;
790 F pour la deuxième heure;
630 F pour la troisième heure.

Dans les mêmes centres, les assistants (non médecins) seront rémunérés comme suit:

295 F pour la première heure;
240 F pour la deuxième heure;
185 F pour la troisième heure.

Les intéressés ne pourront effectuer dans une même journée plus de deux vacations de trois heures.

Art. 3. — Les médecins attachés de façon permanente à une collectivité publique peuvent prétendre à la moitié des indemnités de vacations prévues à l'article 1^{er} lorsque les examens médicaux dont ils sont chargés n'entrent pas dans leurs fonctions normales et ne sont pas effectués pendant les heures qu'ils doivent consacrer à ces fonctions.

Toutefois, le montant mensuel des vacations ainsi perçues ne pourra excéder 13.000 F.

Art. 4. — Lorsqu'un médecin est appelé à se déplacer hors de la localité où il réside habituellement, ses frais de transport lui seront remboursés sur la base des indemnités kilométriques prévues en faveur des fonctionnaires et agents de l'Etat utilisant, pour les besoins du service, une voiture automobile personnelle et classée dans le groupe B.

Art. 5. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté, et notamment celles des arrêtés du 18 janvier 1950 et du 29 février 1952 susvisés.

Art. 6. — Le directeur de l'administration générale, le directeur général de la jeunesse et des sports au ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et le directeur du budget au secrétariat d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1956 et sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 avril 1956.

Pour le ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports et par délégation:

Le directeur du cabinet,
LOUIS CROS.

Pour le secrétaire d'Etat au budget
et par délégation:

Le directeur du budget,
ROGER GORTIZE.

Modification de l'arrêté du 5 avril 1947 portant désignation des communes qui sont tenues d'organiser un centre médico-scolaire.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 5 avril 1947 portant désignation des communes qui sont tenues d'organiser un centre médico-scolaire;

Sur proposition du directeur de l'hygiène scolaire et universitaire,

Arrête:

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 5 avril 1947 est modifié comme suit, conformément à la proposition du préfet intéressé:

ACADÉMIE DE POITIERS

Département de la Vendée.

1351. — Croix-de-Vie, au lieu de Saint-Jean-de-Monts.

Art. 2. — Le directeur de l'hygiène scolaire et universitaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 28 avril 1956.

Pour le ministre et par délégation:
Le directeur de cabinet,
LOUIS CROS.

Concours pour le recrutement d'architectes des bâtiments de France.

Le secrétaire d'Etat aux arts et lettres et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 46-271 du 21 février 1946 portant organisation d'agences des bâtiments de France (monuments historiques et bâtiments de l'Etat), notamment son article 3;

Vu le décret n° 55-1689 du 31 décembre 1955 constatant le montant des crédits reconduits à l'exercice 1956,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Est autorisée l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'architectes des bâtiments de France stagiaires (monuments historiques et bâtiments de l'Etat) au ministère de l'éducation nationale, secrétariat d'Etat aux arts et lettres, direction de l'architecture. Le nombre de postes mis au concours est fixé à quinze.

Art. 2. — Pour prendre part au concours, les candidats doivent être inscrits à l'ordre des architectes et âgés de vingt-cinq ans au moins au 1^{er} janvier de l'année du concours.

Art. 3. — Le programme des épreuves sera fixé par arrêté du secrétaire d'Etat aux arts et lettres.